L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"*Il faut que l'UNION soit conservée.*"

MERCREDI MATIN, 2 AVRIL 1823.

POUR GOUVERNEUR
J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 3 avril.

Nous donnons dans la partie anglaise de notre feuille les dernières nouvelles commerciales apportées à New-York, par le *Caledonia*, parti de Liverpool le 5 février.

Les journaux de Charleston nous apprennent une nouvelle de plus haut intérêt à la nullification est mûre: *elle existe déjà ici.* La fameuse convention s'est ajournée *sine die* après avoir nullifié la loi relative à la perception des droits, reconnu le nouveau tarif, et renvoyé par devant la législature la question du serment d'allégeance. Ainsi il est dit; il ne sera plus parlé des formidables préparatifs de guerre de MM. Calhoun et Hamilton.

Les personnes suivantes ont été nommées, par le gouverneur, commissaires pour recevoir les souscriptions à la Banque du Commerce:

William C. Hewes, — R. C. Pritchard.
Charles Genoie, — William M. Real.
Joseph Sauls.

Une réunion de la société de colonisation de l'Etat de la Louisiane aura lieu à l'Eglise de la rue St. Charles, ce soir, à 7 heures. Les amis de cette institution sont priés d'y assister.

Le navire Mozart, parti d'ici pour Liverpool, et qui y est arrivé le 30 janvier, a rencontré en mer, la goëlette *Cygnet*, allant de Bath à la Nouvelle-Orléans, et y a recueilli deux hommes de l'équipage qui se trouvaient sur la coque de cette goëlette, laquelle était chavirée depuis quatorze jours. Les deux hommes étaient les seuls survivant d'un équipage de six individus. Ces infortunés avaient vécu de pommes et de patates pendant 14 jours; ils perdirent la raison quelques jours après avoir été sauvés.

NOUVELLES D'EUROPE.

Les journaux de New-York du 16 mars, par la malle d'hier, fournissent des nouvelles de Liverpool du 24 janvier et de Londres du 23, reçues par le navire *Silas Richards*.

Les journaux de Charleston du 21 mars, fournissent aussi des nouvelles d'Angleterre de la même date, reçues directement par le *Niagara*.

Ces nouvelles sont de peu d'importance, néanmoins nous en faisons ici quelques extraits pour satisfaire la trop juste impatience de nos lecteurs.

La question belge quoiqu'elle ne soit point encore définitivement décidée, paraît en voie de l'être, dit-on; c'est ce que le temps nous apprendra, ajouterons-nous.

Le bruit, venu jusqu'à nous, de l'intervention de la France et de l'Angleterre dans les affaires portugaises, semble se confirmer par les rapports qu'on reçoit aujourd'hui d'Angleterre. Un armistice a été proposé aux deux parties, et sera, dit-on, accepté par elles. En vertu des arrangements projetés, Miguel quitterait le Portugal, et il serait formé une régence au nom de dona Maria II.

L'Irlande est toujours dans un état d'agitation, et plusieurs régiments sont partis d'Angleterre pour s'y rendre.

On parle de la probabilité de quelques changements dans le ministère français. Toutefois, il n'est pas du tout question de donner la présidence du conseil au *marquis* de Lafayette.

Une explosion terrible a eu lieu le 21 janvier dans la poudrière de Dartford, près de Londres; sept personnes, dont quatre femmes, deux hommes et un enfant, ont été tuées. Les édifices, au nombre de six, ont successivement sauté, dans l'espace de quinze ou vingt minutes. De neuf moulins à poudre, il n'en reste que trois.

La perte totale occasionnée par le grand incendie arrivé dernièrement à Liverpool, s'élève à 193,020 liv. ster., dont plus de 150,000 étaient assurées.

Un article de Paris du 21 janvier dit: "Selon des lettres de Francfort, les affaires hollando-belges vont être arrangées sous la médiation de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre." Si ce conte est parti du ministère français, il faut convenir que c'était là ce qu'il pouvait trouver de plus adroit, pour se débarrasser du reproche de n'avoir pas tenu sa promesse de mettre fin à toutes les difficultés par la prise d'Anvers.

Le nouveau parlement devait se réunir le 29 janvier.

Le *Messager* de Paris annonce la découverte et l'arrestation à la Haye, du célèbre banquier Ouvrard.

Le bruit avait couru que Charles X était dangereusement malade; mais des nouvelles de Prague disent qu'il jouit d'une parfaite santé.

Les journaux torys affirment que l'ouverture du parlement ne sera par commission; et les journaux whigs soutiennent que S. M. la fera en personne.

Le conseil national d'Irlande, appelé ironiquement par quelques journaux *le conseil national de M. O'Connell*, s'est réuni à Dublin le 17 janvier. Vingt-neuf membres irlandais du parlement étaient présens, y compris quatre personnes du nom d'O'Connell. L'honorable colonel Butler, membre du parlement pour le comté de Kilkenny, a été appelé au fauteuil.

M. Thomas Steele a rempli les fonctions de secrétaire particulier de M. O'Connell; et M. Maurice O'Connell a rempli les fonctions de secrétaire de l'assemblée.

Après midi, M. Staunton a été appelé devant le conseil, et a informé le président qu'il avait entrepris de soumettre quelques renseignemens financiers sur les objets suivants; à savoir, sur le montant réel de la dette de l'Irlande, sur la confusion des billets de Péchiquier et les effets de cette consolidation, sur les charges que supporte l'Irlande, et enfin sur les progrès de cette dette depuis l'union.

Il est entré alors dans de longs détails financiers sur ces questions; mais il a été interrompu par M. O'Connell, qui l'a prié de faire imprimer son discours, parce qu'il était impossible de le suivre dans la conversation. Néanmoins M. Staunton a poursuivi et est entré dans des explications très circonstanciées. Les principaux points de son exposé ont déjà été imprimés dans le *Morning-Register*, il y a environ trois mois, en conséquence d'une motion adoptée par l'Union-politico-nationale. L'un de ses arguments est que la consolidation des billets de l'échiquier est illégale (*vide* acte de l'Union); un autre qu'il est dû un excédent positif de 2,000,000 liv. ster. à l'Irlande, par balance de ses comptes avec l'Angleterre; un autre encore, que toutes les dépenses de l'Irlande sont payées avec les impositions provenant de ce royaume; et, enfin, que les revenus de l'Irlande avaient été en croissant de 1792 à 1800, et en décroissant depuis cette dernière époque jusqu'en 1827.

Le conseil, après ce discours, a voté des remercîmens à M. Staunton, qui s'est entrepris de livrer son remarquable à l'impression, pour l'utilité des représentans de l'Irlande au parlement.

On pensait que la convention continuerait à siéger pendant plusieurs jours. La fin de la séance du 19 a été toute consacrée à la discussion de quatre résolutions ayant pour objet l'abolition des dîmes; déjà ces résolutions avaient été agréées à Londres, durant la dernière session, dans une assemblée des membres irlandais; elles portent en substance: "qu'il est essentiel au peuple en tant que le système des dîmes soit aboli dans ce pays, non pas graduellement, mais bien réellement."

—Les nouvelles de France annoncent que la chambre des pairs a cédé devant la volonté nettement prononcée de celle des députés, relativement au projet de loi qui abolit la célébration du 29 janvier, anniversaire de la mort de Louis XVI. La noble chambre a donc adopté ce projet, en y glissant néanmoins une clause jésuitique, qui prouve combien peu elle a partagé l'esprit: soit en se prononçant pour l'adoption de cette loi, elle a déclaré "que le jour où Louis XVI avait péri, était un jour triste, et qu'il devait à jamais le déplorer."

On écrit de la Haye le 19 janvier, qu'un courrier est arrivé de Dusseldorf aux propriétaires du *Handelsblad* d'Amsterdam, journal ordinairement très bien informé, et qui lorsqu'il adopte un tel ou tel système d'opposition y ajoute foi. Or ce journal, d'après le courrier dont il s'agit, annonce que d'après des ordres reçus du gouvernement prussien au quartier-général de Farnèse de la Meuse, celui-ci va rompre ses cantonnemens et commencer son mouvement rétrograde le 18 janvier. Ce n'est que depuis fort peu de jours, ajoute-t-on, que le *Handelsblad* a renoncé à son ton belliqueux et a consenti à tourner ses idées du côté de la paix.

Le lieutenant-général [illegible] Fernandez, gouverneur de Barcelonne, le major-général Carratala, gouverneur de Tarragone, le brigadier Manso, gouverneur de Tortose, le brigadier Brenton, gouverneur de Gerona, le major-général Vilalobas, gouverneur de Ciudad-Rodrigo, le lieutenant-général Penny Heredia, gouverneur de Badajos et commandant général en second de l'Estramadoure; le major-général Heros, gouverneur de Madrid, et le major-général Moreto, commandant en second de Tarragone.

Le *Standard* de Londres du 21 au soir contient un article de la plus haute portée; c'est une décision de la diète germanique, par laquelle ce corps se refuse positivement à l'annexation du duché de Luxembourg à la Belgique.—L'Autriche et la Prusse, on le sait, gouvernent la diète, ainsi donc il est que cette opinion soit celle de ces deux puissances. Le *Standard*, ajoute, assez significativement, qu'on va voir le roi de Hanovre se réunir à la confédération pour repousser les hostilités de l'Angleterre. On peut inférer de là que la question hollando-belge est loin d'être réglée; elle paraît au contraire s'entourer de nouvelles difficultés qui vont croissant.

Nous donnons plus bas d'autres nouvelles d'une date encore plus récente, reçues également à New-York le 18.

NOUVELLES ENCORE PLUS RECENTES.

NEW-YORK, 18 mars.

Le navire paquebot *Caledonia*, capitaine Grafton, parti de Liverpool le 5 février, vient d'arriver; notre goëlette l'Eclipse (de la Courrier & Enquirer) est entrée dans le port hier matin apportant des journaux dont les dernières dates sont du 4 février de Londres et du 5 de Liverpool.

Nous apprenons par cet arrivage l'entière défaite de l'armée turque sous les ordres du grand Visir, par les troupes égyptiennes commandées par le fils du pacha. Cet événement avait excité le plus vif intérêt dans les capitales d'Europe. On craignait sérieusement l'anéantissement de la puissance du grand seigneur. La Russie, dit-on, courait à sa défense, mais demandait pour prix de son intervention, la cession des principautés entières de Moldavie et Valachie. On assure que l'Angleterre, la France et l'Autriche ont exprimé sérieusement leur opposition à ce projet d'agrandissement de l'empereur Nicolas et qu'une flotte française sous le commandement de l'amiral Roussin, allait être expédiée immédiatement pour le Bosphore. L'amiral ayant reçu l'instruction d'agir comme négociateur ou de prendre une attitude plus menaçante selon que les circonstances le demanderaient. On prétendait aussi qu'une flotte anglaise serait expédiée dans un but semblable; tous s'accordent à dire que la France et l'Angleterre agissent dans cette occasion avec une parfaite conformité d'vues, et à en juger par le système de politique adopté jusqu'ici par ces deux gouvernement, cela semblerait assez probable. Leur but a été jusqu'à présent d'empêcher que d'importans changements ne surviennent dans la position relative des différents souverains d'Europe et leur intérêt requiert que la puissance des Musulmans soit partagée plutôt que de se concentrer dans les mains de Méhémet.

Il n'est pas non plus probable que l'Autriche demeurerait en silence cette énorme addition au territoire russe sur ses frontières, non pas qu'elle craignât que cela augmentât la puissance du Czar, car on pourrait bien douter dans l'état de détresse pécuniaire où il est et où cet son empire, étant déjà immense et aussi mal peuplé, on pourrait douter, dis-je si une augmentation de territoire serait accompagnée d'un accroissement de puissance; mais parceque cela prouverait que le czar est poussé par une ambition sans bornes qu'il serait politique d'arrêter. Après tout, il est douteux que Nicolas ait réellement exigé de la porte aucun sacrifice. On n'a encore publié aucun document authentique qui le prouve. Il peut s'interposer entre le sultan et son ancien vassal avec les mêmes vues que l'Angleterre et la France.

Les nouvelles de Hollande indiquent un vif désir de la part des Hollandais que la guerre avec la Belgique soit terminée sur le champ. Le *Handelsblad d'Amsterdam*, journal d'influence, exprime catégoriquement son opinion à ce sujet. Nous regrettons de ne pouvoir la communiquer à nos lecteurs aujourd'hui.

Nous avons cherché à nous assurer si les espérances que les dernières nouvelles nous faisaient concevoir d'une fin prochaine de la guerre de Portugal, sous la médiation de la France et de l'Angleterre, étaient confirmées, mais les rapports à ce sujet sont tout-à-fait contradictoires.

Les uns disent que la mission de Lord Hervey à Lisbonne a complettement échoué, d'autres soutiennent le contraire et assurent que les deux frères sortiront du royaume, le laissant sous la régence de dona Maria. On rapporte aussi que l'ambassade de sir Stratford Canning à Madrid dans le but d'engager le gouvernement espagnol à donner son assentiment à cet arrangement, avait réussi; d'autres journaux le nient. Nous devons donc attendre d'autres nouvelles—cependant don Pedro a changé ses conseillers, le marquis de Palmella ayant du quitter la poste confidentiel qu'il occupait près de la personne du son souverain. Le motif qu'on donne à ce changement serait que sans sa dernière intervention en France et en Angleterre, il avait outrepassé ses instructions. Aucun mouvement militaire de conséquence n'avait eu lieu à Oporto.

On dit que l'empereur Nicolas a refusé de recevoir le *maréchal Maison comme ambassadeur de Louis Philippe*, parceque le marchal, pendant qu'il était ministre à Vienne, refusé d'assister à une fête qui y fut donnée en l'honneur de l'empereur Nicolas; qu'il n'a pas non plus voulu recevoir Sir Stratford Canning, comme ambassadeur d'Angleterre, sans qu'on donne ou qu'on puisse imaginer aucun motif de ce refus. Le parti royaliste à Paris paraît être fort actif. La santé de la duchesse de Berry y est sérieusement affectée et on parle de la remettre en liberté avec les immates de Charles X. Il y a eu des troubles à Chirby, aux environs de Paris et à Marseille quoique d'une nature nullement sérieuse. La cour royale de Paris a déclaré que le vomte de Chateaubriand serait poursuivi pour son pamphlet intitulé "mémoire sur la captivité de Mme. la duchesse de Berry."

Le parlement de la grande Bretagne et d'Irlande a commencé son session par l'élection, dans la chambre des Communes, de M. Sutton pour président. Le roi devait faire son discours le 5. Cobbett a fait son début dans son style accoutumé. Il a publié une lettre singulière niant avoir jamais été naturalisé dans ce pays; est-il possible que quand il publiait le "Porcupine" à Philadelphie, le journal le plus violent qu'on ait jamais vu dans ce pays; il ne fût par citoyen.

L'Irlande est dans un état déplorable, les prisons sont combées de détenus dans un grand nombre de comtés, et les menaces et la violence de la populace empêchent les jurés de se présenter aux assises. On assure que les lois criminelles ne sont plus en vigueur dans le comté de Kilkenny et d'autres, tant Panarchie l'emporte et a frappé de tegreur les amis de l'ordre et des lois.

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

PARIS, 27 janvier.

Nos derniers rapports de Blaye disent que la duchesse de Berry, qui était sérieusement indisposée depuis plusieurs jours, est dangereusement malade. Sa maladie est attribuée ici par tout le monde à une cause qui restera *sans nom*, et le danger qu'elle court est le résultat de la maladresse d'un médecin qui a été appelé près d'elle. Deux médecins expérimentés, MM. Orfila et Auvity, ont été envoyés par le gouvernement à Blaye. Ces deux messieurs sont plus particulièrement connus comme exerçant ce qu'on appelle ici la *médecine légale*—c'est-à-dire qu'ils sont ordinairement appelés devant les tribunaux criminels pour témoigner dans des cas de mort violente ou sans cause apparente.

(On peut inférer de cet article que l'honorable duchesse serait bien fâchée de laisser le trône de France sans héritier, au cas où son altesse royale monseigneur le duc de Bordeaux mourrait. La difficulté serait de légitimer celui-ci, même seulement comme son aîné.)

PARIS, 28 janvier.

La loi qui abolissent la célébration solennelle du 21 janvier, a été adoptée hier soir par la chambre des pairs avec un addition déclarant que le jour où Louis XVI a péri sur l'échafaud est un jour " malheureux et à jamais déplorable."

M. Bastic, ministre de la justice, a promis que les députés seraient satisfaits du bill ainsi amendé; mais on a des doutes à ce sujet; l'objet de la cour, qui était de gagner du temps et d'éluder la question aura cependant été atteint. C'est demain le 24 janvier et la journée sera à moitié écoulée avant que les députés se soient assemblés pour adopter cette loi, avant que les pairs l'aient finalement adoptée et que le roi y ait donné son assentiment. Insigne folie! Combien de temps encore se prolongera cet système d'expédients, ou combien de temps pourra-t-il soutenir ceux qui y ont recours? toute cette affaire est une farce; et déjà ceux qui voulaient abroger la célébration de l'anniversaire en question sont un objet de risée pour la cour de Paris, qui a déclaré hier que lundi prochain, 21 janvier, continuera à être observé dans cette cour comme un jour férié.

ANGLETERRE.

LONDRES, 22 janvier.

D'après des rapports précédents de l'orient, il paraissait qu'Ibrahim avait levé les cantonnemens de Koniah, et s'était avancé sur Constantinople. Mais les avis d'Alexandrie, jusqu'au 23 décembre, représentent l'armée turque comme ayant fait un mouvement progressif plus rapide que ne l'attendait le pacha, ce qui s'obligé celui-ci à rétrograder et rentrer dans Koniah; après quoi il paraît qu'il s'est dirigé vers le sud, dans le but d'attirer le visir dans un pays difficile, où il fût privé de faire usage de sa cavalerie. A la date de ces nouvelles on s'attendait journellement à Alexandrie à recevoir l'annonce d'une grande bataille décisive.

Des lettres d'Alexandrie du 25 décembre, publiées par les journaux italiens, disent qu'un vaisseau de guerre autrichien est arrivé dans ce port pour requérir du pacha une indemnité pour les pertes essuyées par les négocians russes à Alexandretto, quand Ibrahim s'est emparé de cette ville. Le pacha a consenti à cette demande, mais il veut avoir un compte exact. Bientôt un brick turc, sous pavillon russe, est entré dans le port d'Alexandrie qui a apporté à Méhémet-Ali des dépêches du grand-visir, qui l'invitent à envoyer un plénipotentiaire à Constantinople.

AVIS.—Le soussigné a l'honneur de prévenir le public qu'il a pris son fils, FELIX LABATUT, en société, et qu'à dater du 1er. d'Avril prochain les affaires de commerce de cette maison seront conduites sous la raison de J. B. & F. LABATUT. Les affaires antérieures à la formation de la société, seront conduites, jusqu'à conclusion, par le soussigné seul, et n'auront rien de commun avec celles de la société. (28 mars) J. B. LABATUT.

{*Par autorité.*}

ACTE

Pour amender l'acte intitulé "Acte pour établir le collège de Franklin, dans la paroisse de St. Landry.

Section 1re. *Il est décrété par le sénat et la chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que par la suite sept des régents du dit collège formeront un quorum et pourront s'occuper de toute affaires, que les assemblées seront convoquées à la requête de trois des dits régents, soit par le président, soit *par le secrétaire*, et en cas d'absence, de mort ou de démission de ces deux officiers, alors l'assemblée sera convoquée par trois des régents seulement.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 21 mars 1833.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

ACTE

Relatif au ferry entre le bayou Lafourché et les Attakapas.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, Qu'à dater du trente et un janvier mil-huit-cent-trente-cinq, le pouvoir d'accorder le droit de tenir un ferry entre le bayou Lafourche dans la paroisse Assomption, et les Attakapas; appartiendra au jury de police de la paroisse Assomption, nonobstant toutes lois à ce contraires.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 23 mars 1833.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane

LEGISLATURE D'ETAT.

PREMIERE SESSION—IIME. LEGISLATURE.

JOURNAL DU SENAT.

VENDREDI, 29 mars 1833.

Le sénat s'est réuni conformément à l'ajournement.

Membres présens: MM. C. Derbigny, président, Beauvais, Barthe, Chrétien, Dupuy, Hiriart, Lacoste, Moore, Nicholas, Prudhomme, Sloane, Tenney et Thomas.

Le bill suivant, rejeté par le sénat a été porté à la chambre:

"Acte pour fixer la compensation qui doit être payée aux assesseurs de toutes les paroisses de l'Etat de la Louisiane et pour d'autres objets."

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement a informé le sénat qu'il avait remis au gouverneur le bill intitulé:

"Acte relatif aux loteries," et a rapporté dument enrôlé le bill suivant signé par l'orateur, intitulé:

"Acte supplémentaire à l'acte intitulé "Acte pour nommer des peseurs de foin et de coton, dans et pour la ville et paroisse de la Nlle.-Orléans," approuvé le 24 mars 1827.

Le président l'a signé. Et l'acte intitulé:

"Acte pour incorporer la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans."

Sur motion de M. Nicholas, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte faisant don au jury de police de la paroisse Ascension du lot de terre et des bâtisses construites par l'Etat, dans la ville de Donaldsonville, et connues sous le nom de Maison d'Etat."

Ce bill a été amendé, et le sénat s'étant dispensé de ses règles, il a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Thomas, le sénat s'est occupé de la résolution relative à la vente de deux islets situés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, cette résolution a subi sa troisième lecture, a été adoptée et portée à la chambre.

Sur motion de M. Lacoste, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte définissant plus clairement l'organisation, l'autorité et les fonctions des jurys de police," approuvé le 20 mars 1816," approuvé le 16 mars 1830."

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, ce bill a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Burthe, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour incorporer une congrégation de Catholiques Romains dans la paroisse Ste. Marie."

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, ce bill a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Moore, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour rappeler toutes les lois accordant aux théâtres français et américains des licences du jeux pour une somme moindre que celle payée par les autres maisons de jeux."

L'appel nominal a été demandé au sujet de l'adoption de cet acte, et a donné le résultat suivant:

Pour l'adoption: Messrs. Adoms, Nicholas, Sloane et Tenney—4 voix.

Contre l'adoption: Messrs. Beauvais, Barthe, Hiriart, Lacoste et Prudhomme—5 voix.

L'acte n'a pas été adopté.

M. Lacoste a demandé et a obtenu la permission d'introduire la résolution suivante, qui a été adoptée.

"Résolu qu'Emile Wiltz soit autorisé à tirer son *pot dieu* depuis le commencement de la session jusqu'au jour de sa nomination."

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement a rapporté comme dument enrôlé les bills suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses de St. Bernard et de Plaquemines et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1822;

"Acte autorisant le conseil de ville à augmenter les salaires du maire de la Nlle-Orléans;"

"Acte pour venir au secours de la maison Hyde & Goodrich;"

"Acte pour renouveller certaines pensions;"

"Acte pour amender un acte intitulé acte pour organiser la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, et pour établir des cours de jurisdiction inférieure pour rappeler l'acte explicatif dudit acte, pour retirer aux greffiers de cours le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets;"

"Acte pour incorporer la compagnie de navigation du bayou Bœuf et de la rivière Rouge;"

"Acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane;"

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées;" et

"Acte pour incorporer la banque du Commerce de la Nlle-Orléans."

Le conseil du sénat a demandé à l'acte de l'acte pour incorporer une congrégation de catholiques romains dans la paroisse Ste. Marie.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru dans les amendemens faits par le sénat au bill intitulé:

"Acte pour venir au secours de P. Barry, Thos. Lawler et Thos. Norville" et aux bills suivans:

"Acte pour amender les lois pénales de cet Etat."

"Acte pour venir au secours des assesseurs de la paroisse Livingston et pour d'autres objets."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru avec des amendemens au bill pour incorporer la ville de Lafayette.

Le sénat a insisté sur le proviso de la 10me. section qui avait été rejeté par la chambre, et a concouru aux autres amendemens.

Le concours du sénat a été demandé au bill intitulé "Acte faisant une appropriation à l'usage de l'académie de Covington."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru au bill intitulé "Acte supplémentaire à l'acte accordant certains privilèges à la compagnie du bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans."

Et que l'orateur avait signé les bills enrôlés suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses de St. Bernard et de Plaquemines et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1822;

"Acte autorisant le conseil de ville à augmenter les salaires du maire de la Nlle-Orléans;"

"Acte pour venir au secours de la maison Hyde & Goodrich;"

"Acte pour renouveller certaines pensions;"

"Acte pour amender l'acte intitulé acte pour organiser la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, et pour établir des cours de jurisdiction inférieure, pour rappeler l'acte explicatif dudit acte, pour retirer aux greffiers de cours le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets."

"Acte pour incorporer la Compagnie de Navigation du bayou Bœuf et de la rivière Rouge."

"Acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane."

Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées." et

"Acte pour incorporer la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans. Le président les a signés.

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté dument enrôlé le bill intitulé "Acte pour incorporer l'académie de Montpellier, et pour faire une appropriation en faveur de la dite académie et du collège d'Alexandrie."

Messages de la chambre par M. Pitot, son greffier.

Le sénat a été informé que la chambre insistait sur le rejet de la section du bill intitulé "Acte pour pourvoir à la nomination d'un notaire public dans la paroisse d'Est Feliciana et les autres paroisses y mentionnées, et pour exempter la paroisse d'Assomption de la publication de certaines notices requises par la loi et pour d'autres objets, qui exige que le notaire certifie que les parties lui sont connues, et avait nommé un comité de conférence."

Comité de la chambre: Messrs. Bullard, Brown et Lesassier.

Le sénat a concouru à la nomination du comité de conférence, et Messrs. Thomas et Beauvais ont été nommés.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru aux amendemens faits par le sénat au bill intitulé;

Acte pour venir au secours de P. Barry, Thos. Lawler et Thos. Norville" et aux bills suivans:

Acte pour amender les lois pénales de cet Etat."

Acte pour venir au secours des assesseurs de la paroisse Livingston et pour d'autres objets.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru avec des amendemens au bill pour incorporer la ville de Lafayette.

Le sénat a insisté sur le proviso de la 10me. section qui avait été rejeté par la chambre, et a concouru aux autres amendemens.

Le concours du sénat a été demandé au bill intitulé "Acte faisant une appropriation à l'usage de l'académie de Covington."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru au bill intitulé "Acte supplémentaire à l'acte accordant certains privilèges à la compagnie du bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans."

Et que l'orateur avait signé les bills enrôlés suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses de St. Bernard et de Plaquemines et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1822;

"Acte autorisant le conseil de ville à augmenter les salaires du maire de la Nlle-Orléans;"

"Acte pour venir au secours de la maison Hyde & Goodrich;"

"Acte pour renouveller certaines pensions;"

"Acte pour amender un acte intitulé acte pour organiser la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, et pour établir des cours de jurisdiction inférieure pour rappeler l'acte explicatif dudit acte, pour retirer aux greffiers de cours le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets;"

"Acte pour incorporer la compagnie de navigation du bayou Bœuf et de la rivière Rouge;"

"Acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane;"

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées;" et

"Acte pour incorporer la banque du Commerce de la Nlle-Orléans."

Le sénat s'est réuni conformément à l'ajournement.

Membres présens: MM. C. Derbigny, président, Beauvais, Barthe, Chrétien, Dupuy, Hiriart, Lacoste, Moore, Nicholas, Prudhomme, Sloane, Tenney et Thomas.

Le bill suivant, rejeté par le sénat a été porté à la chambre:

"Acte pour fixer la compensation qui doit être payée aux assesseurs de toutes les paroisses de l'Etat de la Louisiane et pour d'autres objets."

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement a informé le sénat qu'il avait remis au gouverneur le bill intitulé:

"Acte relatif aux loteries," et a rapporté dument enrôlé le bill suivant signé par l'orateur, intitulé:

"Acte supplémentaire à l'acte intitulé "Acte pour nommer des peseurs de foin et de coton, dans et pour la ville et paroisse de la Nlle.-Orléans," approuvé le 24 mars 1827.

Le président l'a signé. Et l'acte intitulé:

"Acte pour incorporer la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans."

Sur motion de M. Nicholas, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte faisant don au jury de police de la paroisse Ascension du lot de terre et des bâtisses construites par l'Etat, dans la ville de Donaldsonville, et connues sous le nom de Maison d'Etat."

Ce bill a été amendé, et le sénat s'étant dispensé de ses règles, il a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Thomas, le sénat s'est occupé de la résolution relative à la vente de deux islets situés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, cette résolution a subi sa troisième lecture, a été adoptée et portée à la chambre.

Sur motion de M. Lacoste, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte définissant plus clairement l'organisation, l'autorité et les fonctions des jurys de police," approuvé le 20 mars 1816," approuvé le 16 mars 1830."

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, ce bill a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Burthe, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour incorporer une congrégation de Catholiques Romains dans la paroisse Ste. Marie."

Le sénat s'étant dispensé de ses règles, ce bill a subi sa troisième lecture, a été adopté et porté à la chambre.

Sur motion de M. Moore, le sénat s'est occupé du bill intitulé "Acte pour rappeler toutes les lois accordant aux théâtres français et américains des licences du jeux pour une somme moindre que celle payée par les autres maisons de jeux."

L'appel nominal a été demandé au sujet de l'adoption de cet acte, et a donné le résultat suivant:

Pour l'adoption: Messrs. Adoms, Nicholas, Sloane et Tenney—4 voix.

Contre l'adoption: Messrs. Beauvais, Barthe, Hiriart, Lacoste et Prudhomme—5 voix.

L'acte n'a pas été adopté.

M. Lacoste a demandé et a obtenu la permission d'introduire la résolution suivante, qui a été adoptée.

"Résolu qu'Emile Wiltz soit autorisé à tirer son *pot dieu* depuis le commencement de la session jusqu'au jour de sa nomination."

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement a rapporté comme dument enrôlé les bills suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses de St. Bernard et de Plaquemines et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1822;

"Acte autorisant le conseil de ville à augmenter les salaires du maire de la Nlle-Orléans;"

"Acte pour venir au secours de la maison Hyde & Goodrich;"

"Acte pour renouveller certaines pensions;"

"Acte pour amender un acte intitulé acte pour organiser la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, et pour établir des cours de jurisdiction inférieure pour rappeler l'acte explicatif dudit acte, pour retirer aux greffiers de cours le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets;"

"Acte pour incorporer la compagnie de navigation du bayou Bœuf et de la rivière Rouge;"

"Acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane;"

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées;" et

"Acte pour incorporer la banque du Commerce de la Nlle-Orléans."

Le conseil du sénat a demandé à l'acte de l'acte pour incorporer une congrégation de catholiques romains dans la paroisse Ste. Marie.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru aux amendemens faits par le sénat au bill intitulé;

Acte pour venir au secours de P. Barry, Thos. Lawler et Thos. Norville" et aux bills suivans:

Acte pour amender les lois pénales de cet Etat."

Acte pour venir au secours des assesseurs de la paroisse Livingston et pour d'autres objets.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru avec des amendemens au bill pour incorporer la ville de Lafayette.

Le sénat a insisté sur le proviso de la 10me. section qui avait été rejeté par la chambre, et a concouru aux autres amendemens.

Le concours du sénat a été demandé au bill intitulé "Acte faisant une appropriation à l'usage de l'académie de Covington."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru au bill intitulé "Acte supplémentaire à l'acte accordant certains privilèges à la compagnie du bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans."

Et que l'orateur avait signé les bills enrôlés suivans:

"Acte pour amender l'acte intitulé acte pour abolir la place de greffier dans les paroisses de St. Bernard et de Plaquemines et pour d'autres objets," approuvé le 1er. mars 1822;

"Acte autorisant le conseil de ville à augmenter les salaires du maire de la Nlle-Orléans;"

"Acte pour venir au secours de la maison Hyde & Goodrich;"

"Acte pour renouveller certaines pensions;"

"Acte pour amender un acte intitulé acte pour organiser la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane, et pour établir des cours de jurisdiction inférieure pour rappeler l'acte explicatif dudit acte, pour retirer aux greffiers de cours le pouvoir de lancer des injonctions et pour d'autres objets."

"Acte pour incorporer la Compagnie de Navigation du bayou Bœuf et de la rivière Rouge."

"Acte pour incorporer la société d'agriculture de la Louisiane."

Acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux chemins et levées." et

"Acte pour incorporer la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans. Le président les a signés.

M. Barthe, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté dument enrôlé le bill intitulé "Acte pour incorporer l'académie de Montpellier, et pour faire une appropriation en faveur de la dite académie et du collège d'Alexandrie."

Messages de la chambre par M. Pitot, son greffier.

Le sénat a été informé que la chambre insistait sur le rejet de la section du bill intitulé "Acte pour pourvoir à la nomination d'un notaire public dans la paroisse d'Est Feliciana et les autres paroisses y mentionnées, et pour exempter la paroisse d'Assomption de la publication de certaines notices requises par la loi et pour d'autres objets, qui exige que le notaire certifie que les parties lui sont connues, et avait nommé un comité de conférence."

Comité de la chambre: Messrs. Bullard, Brown et Lesassier.

Le sénat a concouru à la nomination du comité de conférence, et Messrs. Thomas et Beauvais ont été nommés.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru aux amendemens faits par le sénat au bill intitulé;

Acte pour venir au secours de P. Barry, Thos. Lawler et Thos. Norville" et aux bills suivans:

Acte pour amender les lois pénales de cet Etat."

Acte pour venir au secours des assesseurs de la paroisse Livingston et pour d'autres objets.

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru avec des amendemens au bill pour incorporer la ville de Lafayette.

Le sénat a insisté sur le proviso de la 10me. section qui avait été rejeté par la chambre, et a concouru aux autres amendemens.

Le concours du sénat a été demandé au bill intitulé "Acte faisant une appropriation à l'usage de l'académie de Covington."

Le sénat a été informé que la chambre avait concouru au bill intitulé "Acte supplémentaire à l'acte accordant certains privilèges à la compagnie du bac à v